



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des finances

FINA • NUMÉRO 019 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 25 octobre 2011

Président

M. James Rajotte

Comité permanent des finances

Le mardi 25 octobre 2011

• (0930)

[Traduction]

Le président (M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC)):
La séance est ouverte.

Bonjour tout le monde, et bienvenue à Whitehorse, au Yukon.

Nous sommes très heureux d'être ici. C'est la première fois que je viens dans les Territoires, comme beaucoup d'autres membres du comité, et c'est un grand plaisir.

Nous continuons nos consultations prébudgétaires de 2011.

Nous accueillons ce matin les représentants de trois organisations : la Tourism Industry Association of the Yukon, l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs, et la Chambre de commerce du Yukon.

Chaque organisation aura cinq minutes pour faire une déclaration liminaire.

Nous commençons avec la Tourism Industry Association of the Yukon.

Mme Krista Prochazka (directrice générale, Tourism Industry Association of the Yukon): Bonjour, mesdames et messieurs.

Je m'appelle Krista Prochazka et je suis la directrice générale de la Tourism Industry Association of the Yukon. Merci de m'avoir invitée à comparaître devant vous aujourd'hui.

Comme vous le savez, le tourisme est un secteur important de l'économie canadienne. C'est un pilier de l'activité économique du Yukon, représentant jusqu'à 7,2 p. 100 de notre PIB et près de 200 millions de dollars de recettes du secteur privé. C'est l'un des plus gros employeurs du territoire, et plus de 25 p. 100 des entreprises du Yukon disent tirer une partie de leur chiffre d'affaires du tourisme. C'est donc un secteur important de notre économie.

Le tourisme international est l'un des secteurs qui connaissent la croissance la plus rapide au monde. Le Canada a la chance de posséder des paysages spectaculaires, des attractions de niveau mondial, ainsi qu'un passé et une culture incroyablement riches. La marque Canada est la première internationalement, mais les voyages internationaux vers le Canada sont en déclin depuis plusieurs années, et les séjours intérieurs d'une nuit sont relativement stagnants. Entre 2002 et 2010, le Canada est en fait tombé du 6^e rang au 15^e en arrivées internationales, avec une perte d'environ 4 millions de visiteurs. Nous sommes l'un des deux seuls pays à être sortis de la liste des 10 premiers, et le seul à avoir perdu des visiteurs.

L'un des obstacles clés au renversement de cette tendance est la structure de coût actuelle de l'aviation au Canada, structure qui nous met hors course aux yeux des visiteurs internationaux et qui dissuade les Canadiens d'explorer leur propre pays. Comme peut le confirmer quiconque habite près de la frontière de Windsor-Detroit, elle pousse les Canadiens à aller prendre l'avion au sud de la frontière. Cela contribue à un déficit commercial de 14 milliards de dollars.

Le Canada est une destination attrayante et il est crucial que ses tarifs soient compétitifs pour attirer des visiteurs. C'est encore plus vrai pour le Nord. Le Yukon est la plus petite juridiction d'Amérique du Nord, et Whitehorse, la plus petite collectivité à bénéficier d'un accès direct de l'Europe. Pour toutes les collectivités du Nord, la qualité de vie, la compétitivité économique et la viabilité comme destination touristique de choix sont directement reliées au coût et à l'accessibilité du transport aérien.

Dans la structure de coût actuelle, les taxes et frais imposés sur nos billets d'avion nous placent au 125^e rang de 138 pays classés. Le total des loyers aéroportuaires, du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, des redevances de navigation, des paiements aux municipalités et des taxes sur le carburant peuvent ajouter jusqu'à 160 \$ au prix d'un billet d'outre-mer. Et à cela s'ajoutent de plus en plus souvent des frais d'amélioration des aéroports.

Nos aéroports sont des moteurs économiques stimulant la croissance non seulement du tourisme, mais de quasiment chaque industrie. Si le Canada veut recouvrer sa position parmi les premières destinations internationales et bénéficier de l'industrie qui connaît la croissance la plus rapide au monde, il se doit de redevenir compétitif. Nous recommandons par conséquent au comité un examen rapide et exhaustif de la structure de coût de l'aviation au Canada, dans le but d'instaurer un régime fiscal et réglementaire équitable et compétitif pour nous permettre de faire concurrence au reste du monde sur un pied d'égalité.

Nous recommandons par ailleurs que le gouvernement fédéral revoie le modèle de financement de la Commission canadienne du tourisme, dans le but de lui assurer une base compétitive et stable pour un marketing efficace du Canada à l'échelle internationale.

La CCT fait concurrence sur un marché international du tourisme valant 3 milliards de dollars par jour. Or, son financement de base n'a cessé de diminuer au cours de la dernière décennie. Son budget actuel, de 72 millions de dollars, est de 27 p. 100 inférieur à celui de 2001. À titre de comparaison, la nouvelle organisation de marketing des États-Unis disposera d'un budget estimé à plus de 200 millions de dollars.

Comme beaucoup d'autres juridictions canadiennes, le Yukon dépend de son partenariat avec la CCT pour tirer meilleur parti de son marketing sur les marchés internationaux. La réduction continue du budget de base de la Commission ne fait pas que réduire sa marge d'action, elle nous empêche aussi de prendre pied sur les nouveaux marchés émergents et de rester actifs sur nos marchés cruciaux, comme les États-Unis.

Les dépenses de marketing sont un investissement. Investir dans le marketing touristique rapporte à l'économie et au gouvernement de nombreuses fois la somme dépensée. Le taux de rendement de ces dépenses est exceptionnel. Au Yukon, chaque dollar consacré au marketing fait entrer 27 nouveaux dollars dans le territoire. Les autres pays en sont conscients et font de gros investissements dans ce secteur, ce qui place le Canada au 20^e rang mondial seulement pour le financement de son organisation nationale du tourisme. Sur ce marché extrêmement compétitif, le Canada ne peut pas s'attendre à réussir en se fondant uniquement sur ses atouts naturels et ses attraits culturels.

● (0935)

Bien que la marque Canada soit actuellement numéro un, cela ne saurait continuer sans un financement compétitif et soutenu. En finançant la CCT de manière stable et compétitive, le Canada et toutes ses régions continueront de bâtir une commission touristique efficace et pourront bénéficier du potentiel économique remarquable du tourisme international.

Merci de votre attention.

Le président: Merci beaucoup de votre exposé.

C'est maintenant au tour de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs.

Mme Tara Christie (présidente, Comité des finances et de la fiscalité, Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs): Merci.

Bonjour, monsieur le président, membres du comité. Je m'appelle Tara Christie, je fais partie du conseil d'administration de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs, et je suis présidente du comité des finances et de la fiscalité de l'association. Je suis aussi présidente d'une société privée, Gimlex Gold Mines, basée à Dawson City, au Yukon. Je fais enfin partie des conseils d'administration d'autres sociétés publiques et privées du secteur des mines et de la prospection.

Je suis accompagnée de Philip Bousquet, conseiller principal de programmes de l'ACPE. Nous sommes ici pour vous parler de l'industrie des mines et de la prospection.

Tout d'abord, bienvenue au Yukon. En qualité de Yukonnaise, je vous remercie d'être venus ici, et je vous remercie de nous avoir invités à comparaître. J'ai passé toute ma jeunesse dans l'industrie des mines et de la prospection et, malgré les sages conseils de mon père, je n'en suis pas sortie.

Je suis fière de pouvoir dire que la prospection minière est florissante au Yukon. Selon certaines estimations, les dépenses dans notre secteur sont passées de 150 millions de dollars en 2010 à près de 300 millions cette année, ce qui représente une hausse remarquable. Ici même, tout comme dans le reste du Canada, la prospection et l'exploitation minières sont le sang vital de nombreuses petites collectivités rurales, notamment de celles qui n'ont pas d'autre industrie.

Durant la récession que nous venons de traverser, les sociétés de prospection et d'exploitation minières ont continué à investir dans des projets canadiens et à créer des emplois et de nouvelles entreprises. Bon nombre de celles-ci sont possédées et exploitées par des collectivités autochtones et emploient du personnel autochtone, ce qui engendre de nouvelles opportunités partout au pays.

Notre industrie minière est une industrie marquée par le succès, et un moteur crucial de l'économie canadienne, qui emploie plus de 306 000 personnes et représente 3,5 p. 100 du PIB national. C'est aussi

une industrie qui verse 5,5 milliards de dollars de taxes et redevances aux gouvernements.

La prospection minière est la première étape cruciale du cycle minier, et le Canada possède un certain nombre de caractéristiques attirant les investissements. Nous avons une superbe géologie. Nous avons une main-d'oeuvre qualifiée et éduquée. Nous avons de nouvelles initiatives de formation qui attirent des gens dans l'industrie. Finalement, et c'est important, nous avons un régime fiscal compétitif comprenant du financement par actions accréditives ainsi que le crédit d'impôt pour l'exploration minière, le CIEM. Ces deux éléments n'existent qu'au Canada, et ils sont importants, car les sociétés de prospection n'ont pas de revenus de production. Elles dépendent d'investisseurs prêts à appuyer leurs activités de prospection à haut risque, qui savent que les projets peuvent être couronnés de succès et devenir de nouvelles mines avec beaucoup d'efforts et un peu de chance.

Nous devons faire concurrence à d'autres pays pour attirer des budgets de prospection. Bon nombre d'entreprises mènent des projets au Canada et ailleurs dans le monde. L'argent est consacré aux meilleurs projets. L'avantage des actions accréditives est que l'argent qu'elles attirent ne peut être dépensé qu'au Canada. C'est un programme qui permet à de nombreux projets de continuer lorsque les marchés sont instables et que le capital se raréfie.

Depuis 2000, le programme des actions accréditives est complété par le CIEM, le crédit d'impôt pour l'exploration minière, qui offre un crédit d'impôt de 15 p. 100 en plus de la déduction pour actions accréditives. Depuis lors, le Canada est devenu la première destination des dollars de prospection, rang qu'il détient encore aujourd'hui puisque de 16 à 19 p. 100 des dépenses mondiales de prospection y sont effectuées. Durant une année typique, les investisseurs bénéficiant de ce crédit d'impôt fournissent aux entreprises 400 millions de dollars de capital frais. Il s'agit là d'argent qui est consacré à la prospection de base au Canada. L'argent est dépensé ici, ce qui garantit que, si une mine est découverte, les emplois et les retombées économiques profitent directement aux Canadiens.

Je cède la parole à Philip qui va vous parler de notre association.

● (0940)

M. Philip Bousquet (directeur principal du programme, Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs): Merci, Tara.

Notre association, qui représente 8 000 membres, individuels ou corporatifs, a pour fonction de protéger et de promouvoir la prospection minière et d'assurer l'existence d'une industrie minière dynamique au Canada.

Voici nos recommandations.

Premièrement, faire du crédit d'impôt pour l'exploration minière un élément permanent de la politique fiscale fédérale. Ce crédit a eu énormément de succès. Toutefois, il est sujet à renouvellement chaque année et doit arriver à expiration le 31 mars 2012.

Deuxièmement, continuer à investir en sciences géologiques. L'oeuvre de la Commission géologique du Canada, ainsi que des commissions provinciales et territoriales, a été fondamentale pour acquérir une compréhension détaillée du territoire et de ses ressources. Des programmes tels que la géocartographie de l'énergie et des minéraux encouragent les nouveaux investissements et la création d'emplois.

Finalement, promouvoir de bonnes pratiques de responsabilité sociale et de protection de l'environnement en clarifiant l'interprétation des règles fiscales qui régissent l'admissibilité des dépenses de consultation des collectivités et de conformité environnementale.

En conclusion, la prospection et l'exploitation minières sont essentielles à la croissance économique du Canada, secteur dans lequel nous sommes des chefs de file mondiaux. Les recommandations que nous adressons au comité contribueront à faire en sorte que des budgets de prospection continuent d'être dépensés au Canada.

Merci.

Le président: Merci beaucoup de vos exposés.

Nous passons maintenant à la Chambre de commerce du Yukon.

Mme Sandra Babcock (présidente, Chambre de commerce du Yukon): Bonjour.

Je m'appelle Sandy Babcock et je suis présidente de la Chambre de commerce du Yukon.

Veillez m'excuser d'être arrivée en retard. Une magnifique conférence débute aujourd'hui ici et mon téléphone n'a pas arrêté de sonner.

Nous vous sommes profondément reconnaissants de nous avoir invités à comparaître devant le comité au sujet des consultations prébudgétaires. Il est particulièrement encourageant que vous soyez venus à Whitehorse pour nous écouter.

La Chambre de commerce du Yukon est l'organisme de tutelle de toutes les chambres de commerce locales du territoire, représentant plus de 800 entreprises locales.

À l'automne de 2010, le gouvernement du Yukon a publié un rapport sur les entreprises et l'économie du territoire, dans lequel il identifiait plus de 3 000 entreprises locales. Toutefois, 51 p. 100 d'entre elles sont des entreprises à domicile, ce qui vous donne une idée de leur taille.

Nous représentons les entreprises en matière de législation, de réglementation, de construction d'infrastructures et de développement commercial et économique.

Comme vous le savez, le Yukon est l'une des rares juridictions du Canada qui n'a pas de dettes. Il est donc dans une bonne situation financière. Sans les programmes et initiatives du gouvernement fédéral, comme Chantiers Canada, et sans les dépenses d'infrastructures et de relance économique qui ont été très bénéfiques au Yukon, ce ne serait pas le cas.

Nous appuyons l'engagement du gouvernement fédéral d'équilibrer ses comptes d'ici à 2015-2016, tout en maintenant le cap de réduction de l'impôt des sociétés. Grâce à la vision et à l'engagement du premier ministre Stephen Harper, le Nord est une priorité non seulement pour le gouvernement fédéral, mais aussi pour les entreprises du Canada.

General Electric a récemment publié un rapport intitulé « The Business Case for Investing in Canada's Remote Communities », dont les auteurs identifiaient bon nombre des carences et opportunités existant dans le Nord canadien. Ils y exprimaient leur appui à trois des premières priorités de la Chambre de Commerce du Yukon.

La première priorité est l'investissement dans une stratégie exhaustive de développement économique. Le gouvernement du Canada a formulé une Stratégie pour le Nord qui a débouché sur une meilleure prise de conscience et un engagement envers le développement du Nord canadien. Toutefois, l'absence de stratégie exhaustive de développement économique pour le Yukon nous

semble préjudiciable à la mise en oeuvre de la Stratégie pour le Nord.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral appuie l'élaboration d'une stratégie exhaustive de développement économique, et y participe, en partenariat avec le secteur privé, avec le gouvernement du Yukon et avec les Premières nations du territoire.

Notre deuxième priorité concerne l'investissement dans les infrastructures. Le Yukon est une petite juridiction dont les ressources financières sont limitées. En revanche, son besoin d'infrastructures est vaste. La demande énorme de ressources dans les secteurs extrêmement actifs du tourisme et des mines se traduit par de nouveaux besoins, et nous ne saurions trop insister sur l'importance des infrastructures.

Notre première recommandation à ce sujet est que le gouvernement fédéral investisse pour donner au Yukon la capacité de formuler une stratégie d'énergie propre et renouvelable répondant aux besoins de production et de transmission d'énergie pour appuyer le développement économique. Le Yukon dépend actuellement d'un réseau de transmission qui lui est propre. Quand il y a une panne de courant, la vie telle que nous la connaissons dans le monde des affaires s'arrête complètement. On ne peut pas faire des affaires sans électricité. L'impact est terrible sur les petites entreprises qui dépendent de l'informatique. Quand il y a une panne de courant, le secteur privé doit dépenser beaucoup d'argent pour faire des réparations.

Notre recommandation suivante est que le gouvernement investisse dans des projets d'infrastructures de communications de large bande pour appuyer le développement économique. Notre système de télécommunications à grande vitesse est lui aussi indépendant. Quand il tombe en panne, le commerce s'arrête. Les machines de débit ne fonctionnent plus. Il ne peut plus y avoir de transactions par carte de crédit. Les magasins doivent fermer leurs portes jusqu'au retour du courant électrique. Nous enregistrons probablement au moins 10 à 12 pannes de courant majeures chaque année, ce qui nuit considérablement aux affaires.

Ce sont ces investissements qui contribueront selon nous à la prospérité économique du Yukon et nous permettront à terme d'être un contributeur net à l'économie du Canada.

Merci.

● (0945)

Le président: Merci beaucoup de vos communications.

Nous entamons la période des questions.

Madame Nash, vous avez la parole pour cinq minutes.

Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD): Merci.

Je remercie les gens du Yukon de leur hospitalité. C'est merveilleux d'être ici, même si notre passage doit être bref.

Je m'adresse d'abord très rapidement à Mme Babcock, de la Chambre de commerce. À quand remonte la dernière stratégie économique globale pour le Yukon? Pouvez-vous nous donner une idée de l'origine de vos plans?

Mme Sandra Babcock: Je ne sais pas que nous en ayons jamais eu une.

Il y a eu une stratégie pour le Yukon, mais elle émanait du gouvernement territorial. Il y a une stratégie interne. Il n'existe cependant pas de stratégie détaillée pour l'ensemble du Yukon.

Mme Peggy Nash: Pouvez-vous nous dire quel est le taux de chômage ici? Je sais que beaucoup d'emplois dépendent évidemment du secteur minier, du secteur touristique et du secteur public, mais y a-t-il beaucoup de chômage ici?

Mme Sandra Babcock: Non, il n'y en a pas beaucoup. Je pense que c'était 5,1 p. 100 en septembre, ce qui veut dire que nous bénéficions d'une très confortable... Toutefois, cela pose d'autres problèmes dans la mesure où il est parfois difficile de trouver le personnel dont nous avons besoin.

Mme Peggy Nash: Dernière question. Vous avez soulevé plusieurs questions intéressantes. L'une des choses que promeut vigoureusement le Nouveau parti démocratique est l'importance d'investir dans les infrastructures, qu'il s'agisse de l'eau potable et des eaux usées, des ponts, de l'Internet à grande vitesse, du logement des Premières nations, etc. Comme les taux d'intérêt sont bas, nous avons aujourd'hui l'occasion d'investir dans des infrastructures clés, ce qui contribuera à la croissance de l'économie. Qu'en pensez-vous?

Mme Sandra Babcock: Absolument. Je n'ai parlé que de l'énergie et des réseaux de large bande, mais nous avons aussi des problèmes de logement abordable, ce qui revêt deux aspects différents, soit le logement social et le logement général abordable. Ce sont là de questions très importantes dans le territoire à cause de notre croissance démographique. Je crois que nous bénéficions d'une immigration nette de 10 p. 100 par an, ce qui est très substantiel pour notre territoire. Évidemment, le logement est un énorme problème. Je sais qu'il y a certains budgets prévus pour s'y attaquer dans les régions du Nord, mais ça ne règle pas vraiment la question de l'aménagement des terrains ni de la construction de logements abordables.

Mme Peggy Nash: Oui, c'est le bon moment d'investir.

Combien de temps me reste-t-il, monsieur le président?

Le président: Il vous reste deux minutes et demie.

• (0950)

Mme Peggy Nash: Excellent.

Madame Prochazka, vous n'êtes pas la première à nous parler de la baisse des arrivées touristiques. Nous avons des atouts exceptionnels au Canada, surtout ici au Yukon, dont le monde entier aimerait probablement entendre parler. J'appuie votre demande de réexamen du coût du transport aérien. Pensez-vous que nous pourrions mieux faire pour vendre le Canada au reste du monde? J'ai l'impression que nous avons tellement de choses à faire connaître, comme nos arts, nos paysages, etc. Pourrions-nous faire mieux?

Mme Krista Prochazka: Je suis parfaitement convaincue que nous avons des choses incroyables à faire connaître, et je pense avoir vu des campagnes de marketing incroyables et vraiment efficaces de la CCT et de diverses juridictions du Canada. Ce que nous n'avons pas, ce sont des budgets stables et durables d'un niveau qui permettrait à la CCT et à ses partenaires — car pratiquement chaque juridiction du Canada investit en partenariat avec la CCT quelque part dans le monde — de dresser des plans de manière vraiment stratégique pour tirer profit des marchés en pleine croissance.

Ce qui est important avec les marchés en croissance rapide, c'est de leur faire savoir que le Canada est une excellente destination et, pour cela, il faut un minimum d'argent afin d'assurer notre présence dans les pays qui investissent.

Mme Peggy Nash: Veuillez m'excuser, je dois vous interrompre, car je n'ai que 30 secondes.

Je m'adresse à nos collègues de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs. Ce secteur est évidemment une composante énorme de l'économie du Nord, et c'est un travail difficile, plein de défis. À part l'or et l'argent, pouvez-vous nous dire quelles sont certaines des cibles clés en prospection minière ici, et certains des projets que vous avez pour l'avenir?

Le président: Je sais que nous reviendrons probablement sur cette question au deuxième tour, mais pourriez-vous répondre brièvement?

Mme Tara Christie: Il y a actuellement trois mines en exploitation au Yukon. Il y a une mine d'argent et de plomb à Mayo qui vient juste d'ouvrir cette année. Il y a une mine de cuivre en exploitation près de Carmacks, et aussi une mine de plomb et de zinc dans le sud du Yukon. Le territoire, qui n'avait auparavant aucune mine d'exploitation en roche dure, en a aujourd'hui trois qui ont été créées cette année, ce qui est un succès extraordinaire. Nous avons également un potentiel certain en métaux précieux et en métaux de base.

Le président: Merci, madame Nash.

Nous passons maintenant à M...

Y a-t-il un problème d'interprétation? Essayons de tester le système, monsieur Giguère.

[Français]

M. Alain Giguère (Marc-Aurèle-Fortin, NPD): Ce que je dis en anglais n'est pas traduit en français. Il y a des parties importantes qui manquent. Je vais écouter en anglais, ce sera plus simple.

[Traduction]

J'écoute l'anglais.

Le président: Nous passons à M. Leef, pour cinq minutes.

M. Ryan Leef (Yukon, PCC): Merci à tous de votre présence.

Ma première question porte sur le tourisme. Je pense que la plupart des gens au Canada sont surpris — et je répands maintenant la bonne parole à Ottawa — d'apprendre que le Yukon bénéficie de vols directs de Francfort à Whitehorse, et aussi, cette année, de Zurich à Whitehorse, et que je peux en fait aller plus vite à Francfort qu'à Ottawa.

Le Canada investit dans le maintien de la désignation internationale de l'aéroport de Whitehorse. Pourriez-vous nous dire brièvement quelle importance cela peut avoir de maintenir ce genre de choses pour un petit marché comme le Yukon, et de l'importance de maintenir les désignations d'aéroports internationaux?

Mme Krista Prochazka: C'est crucial pour notre marché. Nous accueillons des vols directs de Francfort, et nous recevons aussi des vols directs de Zurich cette année, mais, à cause du coût de réapprovisionnement en carburant au Canada, la liaison avec Zurich cessera l'année prochaine. Nous espérons que ça changera.

Notre plus gros marché à l'extérieur des États-Unis est l'Allemagne et l'Europe germanophone. Ça représente un pourcentage croissant, et je pense que ça reflète bien le fait que le tourisme au Yukon, à la différence du reste du Canada, est en croissance année après année. Nous avons été protégés contre la récession de plusieurs manières, grâce à notre présence en Europe germanophone et en France, même s'il y a eu des problèmes avec les arrivées du Royaume-Uni. Ce sont là nos principaux marchés de croissance.

Cette année, nous avons vu que les liaisons directes sont passées de deux jours par semaine à un jour. Cela seul a eu une incidence sur nos chiffres européens. Les gens veulent vraiment des vols directs. Comme vous le savez bien, il y a une grosse différence sur la liaison entre Vancouver et Ottawa par vol direct et par vol vous obligeant à changer d'avion à Toronto. La croissance de notre tourisme dépend énormément de vols directs.

• (0955)

M. Ryan Leef: Merci.

Je passe maintenant au secteur des mines. Vous nous avez parlé d'expansion de la prospection. Si je ne me trompe, il avait au Yukon en 2004 quelque chose comme 20 millions de dollars de prospection, ce qui veut dire que nous sommes passés de 20 millions en 2004 à 300 millions aujourd'hui.

Nous parlons maintenant d'un phénomène national. Nous constatons évidemment que l'ensemble du Canada bénéficie de cette expansion de la prospection sur le plan de l'emploi. Pourriez-vous nous dire un peu plus ce que ça signifie pour les emplois dans l'ensemble du Canada, et pas seulement pour ici? Comme l'a dit Mme Babcock, nous avons un taux de chômage de 5 p. 100 environ. Que faisons-nous pour trouver les travailleurs dont nous avons besoin au Yukon à cause de cette croissance?

M. Philip Bousquet: Merci.

Comme nous l'avons dit, il est difficile de trouver des travailleurs qualifiés en période de croissance, et le secteur minier est confronté à ce défi partout au pays. Nous avons travaillé avec une organisation appelée le Conseil des ressources humaines de l'industrie minière. C'est un conseil sectoriel basé à Ottawa qui nous aide à cerner la croissance future et les besoins qui en découleront. Nous avons constaté une très forte hausse de la prospection partout au pays. Vous avez mentionné le Yukon, mais, pour l'ensemble du Canada, l'accroissement de la prospection nous a menés à environ 3,2 milliards de dollars en 2011, selon une estimation de Ressources naturelles Canada. Cela se traduit par une forte hausse de la demande de main-d'oeuvre.

À l'étape de la production, nous avons une demande de main-d'oeuvre dans toutes les catégories professionnelles, et il va aussi y avoir des départs à la retraite dans le secteur. Donc, cet organisme, le conseil sectoriel, détermine exactement où se situent les besoins.

M. Ryan Leef: Pensez-vous que cette information est bien communiquée au reste du Canada? Pensez-vous que les gens qui ouvrent leur journal dans l'Est apprennent qu'il y a des emplois à combler dans le Nord?

Mme Tara Christie: Je dirais que oui, considérant le nombre de curriculum vitae que je reçois de l'Est. Certes, on peut toujours faire mieux. Je pense qu'une autre chose vraiment importante est que certains anciens programmes du MAINC pour la formation des membres des Premières nations ont connu beaucoup de succès, ce qui a beaucoup contribué à combler certains de nos besoins.

Le président: Merci, monsieur Leef.

J'aurais dû indiquer que monsieur Leef est notre député fédéral du Yukon, et qu'il offre le déjeuner à tous les membres du comité.

M. Ryan Leef: Je pense qu'ils l'avaient compris.

Le président: Il offrira le déjeuner à tous les membres du comité après la réunion.

M. Ryan Leef: Exact.

Le président: C'est maintenant au tour de M. Brison, pour cinq minutes.

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Je m'adresse d'abord à Mme Prochazka au sujet du tourisme.

Vous réclamez une révision de la structure du coût du transport aérien. Au-delà de cette révision, quelles recommandations précises feriez-vous pour potentiellement aider à répartir le fardeau fiscal plus largement dans toute l'industrie canadienne, et pas spécifiquement en ciblant l'aviation?

Mme Krista Prochazka: Pas en ciblant spécifiquement l'aviation?

L'hon. Scott Brison: Je parle d'élargir l'assiette fiscale afin de ne pas cibler spécifiquement l'aviation.

Mme Krista Prochazka: L'association de l'industrie du tourisme fait partie d'une association nationale avec les autres associations de tourisme provinciales et territoriales. C'est une priorité pour nous tous. Nous travaillons avec l'Association de l'industrie touristique du Canada et avec la National Travel and Tourism Coalition, qui font beaucoup de travail.

Leurs recommandations précises, au-delà de la révision, seraient d'abolir les loyers aéroportuaires et les taxes municipales imposées aux aéroports, ainsi que les paiements tenant lieu de taxes; de consacrer le produit de la taxe d'accise sur les carburants d'avion à l'infrastructure de l'aviation; de réduire sensiblement ou d'éliminer le droit de protection de la sécurité des voyageurs aériens en augmentant considérablement le financement des services de contrôle de la sécurité de l'aviation et de filtrage des passagers; de modifier le Programme d'incitation pour congrès étrangers et voyages organisés, en rétablissant la ristourne fiscale.

• (1000)

L'hon. Scott Brison: Donc, au sujet de la sécurité, par exemple, vous diriez qu'il faut certainement investir pour la sécurité, mais que cela doit être payé à même les recettes générales de l'État, plutôt qu'en essayant de couvrir les coûts...

Mme Krista Prochazka: Absolument.

L'hon. Scott Brison: Merci.

Votre organisme est-il favorable au cabotage?

Mme Krista Prochazka: Veuillez m'excuser...

L'hon. Scott Brison: Le cabotage, c'est-à-dire le droit pour les compagnies étrangères de voler entre des localités intérieures au Canada.

Mme Krista Prochazka: Je dirais que mon association n'a pas de position à ce sujet actuellement. Notre priorité absolue est de développer les capacités dans le Nord, et nous avons vraiment la chance d'avoir une compagnie aérienne basée au Yukon qui assure des liaisons parallèlement à Air Canada, Condor et d'autres. Notre premier souci est d'assurer notre croissance à l'intérieur du territoire.

L'hon. Scott Brison: Merci.

Je m'adresse maintenant à l'Association des prospecteurs et entrepreneurs du Canada. Ces dernières années, nous avons bénéficié de cours vraiment très élevés pour les denrées. La hausse des cours des denrées a été énorme, et c'est à bien des égards l'origine de notre relance nationale. Avec la stabilité actuelle des cours, et avec la baisse de la demande de l'industrie manufacturière chinoise, ces derniers mois, avez-vous des préoccupations du point de vue du maintien de cette croissance à l'avenir? Vous avez donné l'exemple d'une mine de cuivre.

Afin d'aider le comité à comprendre, quelle pourrait être la conséquence selon vous sur votre capacité du maintien de cette croissance face à l'instabilité des cours?

Mme Tara Christie: Merci.

C'est une bonne question, car c'est exactement là que le crédit d'impôt pour l'exploration minière s'avère utile. Quand les marchés sont instables, c'est un incitatif supplémentaire pour que les investisseurs aident les jeunes entreprises à lever de l'argent dans le but de réaliser des projets qui ne seraient pas nécessairement aussi intéressants que le métal du jour. Cela aide à combler l'écart quand les marchés sont instables.

Nous avons aussi la chance que certains projets sont passés de l'étape de la prospection à l'étape de l'exploitation. Donc, leur développement et leur exploitation continuent, ce qui atténue un peu l'effet de la fluctuation des cours. Une fois qu'on a entrepris d'exploiter une mine, on est un peu moins tributaire des cycles du marché. Les cours des métaux peuvent fléchir, mais, bien souvent, on a déjà entamé la production et...

L'hon. Scott Brison: Cela pourrait avoir un effet de ralentissement.

Mme Tara Christie: Cela pourrait avoir un effet de ralentissement, mais je pense qu'il y a eu suffisamment de développement pour que cela continue, même si certains projets de prospection dans certaines parties du pays s'arrêtent. Il y en aura d'autres pour prendre le relais.

L'hon. Scott Brison: J'aimerais connaître l'opinion de la chambre ou de l'industrie du tourisme sur l'incidence des taxes salariales, et savoir en particulier si l'on devrait geler les taxes salariales à leur niveau actuel, surtout dans le tourisme. C'est une industrie à forte intensité de main-d'œuvre, notamment dans le secteur de l'hospitalité.

Il doit y avoir une augmentation de 1,2 milliard de dollars des taxes sur la paie en janvier. Serait-il préférable pour vos membres qu'on les maintienne à leur niveau actuel?

Une réponse de la chambre ou de l'association...

Le président: Une brève réponse, s'il vous plaît.

Mme Sandra Babcock: Sur un marché de l'emploi très compétitif, il est très difficile d'attirer de bons employés. Nous devons aussi faire face à un coût de la vie plus élevé dans les territoires quand nous essayons d'intégrer de nouveaux employés qualifiés. Cela aurait donc manifestement une incidence à ce chapitre.

Le président: Merci.

C'est maintenant au tour de Mme MacLeod.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): C'est certainement un plaisir d'être ici. Ce n'est que la deuxième fois pour moi. La première fois, je pense que c'était au sujet du registre des armes d'épaule et je veux juste mentionner que nous venons de déposer le projet de loi destiné à l'abolir. Je sais que c'était très important pour les Yukonnais. Je pense que revenir ici au moment même où cela se fait enfin est un excellent préambule.

J'aborde maintenant les questions du jour en commençant avec l'association du tourisme. Vous savez probablement que nous avons publié il y a deux semaines une stratégie portant notamment sur ce que beaucoup, dans le secteur du tourisme, affirment être un facteur dissuasif.

Tout d'abord, je ne me souviens plus du taux de votre taxe de vente. Combien de vos touristes viennent ici en voyage organisé? Quelle incidence cela aura-t-il alors que nous essayons de trouver une solution à ce problème, ce que nous avons l'intention de faire en janvier?

● (1005)

Mme Krista Prochazka: Nous avons la très grande chance de ne pas avoir de taxe de vente dans le territoire. Nous n'avons que la TPS.

En ce qui concerne nos visiteurs, une proportion assez élevée vient en voyage organisé. Nous avons un grand nombre d'agences de voyages qui font venir de très petits groupes. La plus grande, sans aucun doute, est Holland America, qui fait venir un nombre considérable de touristes dans le territoire, en groupes et en autobus, à partir des ports de croisière de l'Alaska. Je n'ai aucune hésitation à dire, comme mes homologues des autres régions, que l'abolition de ces taxes serait incroyablement bénéfique au Yukon. Le Canada restera toujours une destination touristique relativement dispendieuse, et tout ce qui peut nous aider à être plus compétitifs sera bénéfique au territoire et au pays.

Mme Cathy McLeod: Trouver une résolution plus harmonieuse est important, et je suppose que ça l'est encore plus pour certaines des autres provinces où l'on perçoit les deux taxes.

Mme Krista Prochazka: Absolument.

Mme Cathy McLeod: Parfait.

L'un de mes collègues a parlé des taxes salariales. Je suppose aussi que, pour toute forme de plan que l'opposition pourrait proposer pour une année de travail de 45 jours, l'incidence sur les déductions d'assurance-emploi serait tout aussi négative, si ce n'est plus. Qu'en pensez-vous? Je pose cette question aux trois témoins. Quelqu'un a-t-il quelque chose à dire sur les taxes salariales? L'assurance-emploi est très similaire à...

Mme Sandra Babcock: Je pense que le Canada a globalement certains problèmes de productivité et que des initiatives comme celle-là ne peuvent contribuer à l'améliorer.

Mme Cathy McLeod: Voici ma dernière question. Je crois comprendre que le Yukon a considérablement bénéficié du programme de relance économique. Il y a eu certaines initiatives sur les réseaux de large bande. Je sais que tout n'est pas encore terminé à ce sujet, mais pouvez-vous me dire de manière plus exhaustive où vous en êtes actuellement en ce qui concerne la portée et la robustesse de votre réseau de large bande, pour que je comprenne mieux la situation? Vous dites que c'est un problème. Pouvez-vous donner des précisions?

Mme Sandra Babcock: C'est une très bonne question, car il y a en fait deux problèmes à considérer. Le taux de pénétration est excellent dans le territoire. Nous avons un service extrêmement accessible et utilisé, mais cela engendre un autre problème du point de vue de la capacité. Avec l'accroissement de l'utilisation, nous n'avons pas la capacité nécessaire. Notre fournisseur local examine actuellement un système de gestion de la demande pour essayer de maîtriser la situation, car il n'a pas accès aux réseaux de fibre optique du Sud qui pourraient venir compléter le réseau local. C'est un réseau très vieux qu'il ne faudrait pas seulement remplacer, mais aussi compléter par une structure de redondance.

Mme Cathy McLeod: Mais le réseau a un bon taux de pénétration dans le territoire?

Mme Sandra Babcock: Oui.

Mme Cathy McLeod: Ma dernière question porte sur la prospection minière. Je sais que certaines de nos autres collectivités ont eu des difficultés du point de vue des titres de propriété autochtones. J'ai le sentiment qu'on a trouvé une solution relativement meilleure ici que dans d'autres régions.

Mme Tara Christie: Nous avons certainement quelques revendications qui ont été réglées, ce qui facilite les choses pour les sociétés minières puisqu'elles peuvent y travailler avec certitude. Nos Premières nations développent également leur capacité pour mieux communiquer avec les sociétés minières et trouver des ententes.

Nous avons encore quelques revendications qui n'ont pas été réglées, mais nous espérons que ce n'est qu'une question de temps. Il y a encore certains secteurs où les sociétés rencontrent de grosses difficultés à cause de revendications qui n'ont pas été réglées.

Le président: Merci.

Merci, madame MacLeod.

Monsieur Marston, vous avez la parole.

M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD): Merci, monsieur le président.

Cette région est magnifique, c'est incontestable.

Madame Babcock, vous avez parlé de pannes de courant. Quelle en est la cause? Est-ce un problème d'infrastructure défaillante, ou y a-t-il ici un autre problème dont nous ne sommes pas conscients?

• (1010)

Mme Sandra Babcock: C'est un problème d'infrastructure vieillissante. C'est une infrastructure qui avait été mise en place par le gouvernement fédéral par le truchement de la Commission d'énergie du Nord canadien, dans les années 1950, je crois. Elle a ensuite été vendue au Yukon. Le problème est son vieillissement.

Il y a aussi parfois des problèmes environnementaux, comme des tempêtes.

M. Wayne Marston: Mais, globalement, c'est...

Mme Sandra Babcock: Typiquement, c'est l'équipement.

M. Wayne Marston: Je suis moi aussi des années 1950 et je vieillis aussi.

Votre système de large bande appartient à une société privée, n'est-ce pas?

Mme Sandra Babcock: Il appartient à Northwestel, une filiale de Bell Canada.

M. Wayne Marston: J'ai travaillé à Bell Canada dans le passé. Il ne peut pas être si mauvais.

Je songeais à l'investissement qui serait nécessaire et à la manière de l'obtenir. Dans votre exposé, vous avez parlé d'appuyer l'objectif du gouvernement d'équilibrer le budget. Quant à nous, nous affirmons que c'est le bon moment pour le gouvernement de faire certains gros investissements infrastructurels, comme ceux dont vous avez besoin, en reportant peut-être d'un an l'équilibre du budget. Avec les bas taux d'intérêt d'aujourd'hui, c'est le moment d'investir. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Mme Sandra Babcock: Vous soulevez une question intéressante. Nous ne voulons certainement pas accroître l'endettement du pays, et les finances doivent être bien gérées. En revanche, il y a aussi des choses à faire qui coûtent de l'argent.

Cela nous ramène à notre première recommandation, je crois, qui est de formuler une stratégie de développement économique qui deviendra une feuille de route pour nous tous.

M. Wayne Marston: Je suis absolument d'accord avec vous. Il est nécessaire que le pays se dote d'une feuille de route pour ce genre d'investissement avec une stratégie manufacturière.

Parlons maintenant des prospecteurs. Pensez-vous que le gouvernement fédéral est un bon partenaire? Il est très clair que le

secteur privé a beaucoup investi dans ça, et la nature de votre entreprise a besoin de ça. Si vous aviez un partenaire volontaire, y a-t-il des routes ou de l'équipement dont vous pourriez avoir besoin et pour lesquels le gouvernement fédéral pourrait intervenir? Au fait, nous avons entendu ce que vous avez dit au sujet du CIEM. C'était très clair.

Du point de vue de la formation des travailleurs et d'aider à amener un système ici, de ce genre de choses, diriez-vous qu'il a été un bon partenaire?

Mme Tara Christie: Je pense qu'il a certainement travaillé avec notre association et que certains des programmes fédéraux ont été couronnés de succès. Je pense qu'il pourrait faire un peu plus pour nous aider, notamment avec les Premières nations, car beaucoup des gens de notre industrie que nous pouvons recruter et qui sont disponibles dans ces collectivités rurales sont de jeunes Autochtones, à cause de la démographie du Nord.

Ce n'est pas seulement pour les Premières nations. Il faut aussi que nous puissions recruter des non-Autochtones et, potentiellement, avoir certains programmes pour les aider.

En termes d'infrastructures et d'aide pour les routes et les réseaux de large bande, je pense certainement qu'il a un rôle à jouer, notamment pour faire certaines études de faisabilité et nous aider à trouver des partenaires. Une fois qu'il y a un plan et une stratégie globale, l'industrie est parfaitement capable d'aider à lever le capital restant.

Au sujet de l'infrastructure et des réseaux de large bande, nous sommes également très tributaires des satellites dans le Nord canadien, pas seulement au Yukon, mais dans tous les territoires du Nord. Le satellite de Télésat, qui a été lancé avec l'aide du gouvernement du Canada il y a de nombreuses années, est récemment tombé en panne, ce qui a causé d'énormes coupures des liaisons Internet dans tout le Nord. Il n'y a tout simplement pas assez de redondance dans le réseau. Nous ne pouvons pas dépendre d'un seul câble de Northwestel dans la moitié sud du territoire et d'un seul satellite dans la moitié nord. Ce n'est pas sûr pour les collectivités ou les entreprises, et c'est certainement un gros obstacle pour ces dernières.

M. Wayne Marston: J'en conclus que c'est un oui.

Mme Tara Christie: Oui.

Le président: Une minute.

M. Wayne Marston: À combien de kilomètres se trouvent les ports de croisière?

Mme Krista Prochazka: Skagway et Haines, en Alaska, ont chacun un port de croisière. Haines se trouve environ 5 heures d'ici, et Skagway, à deux heures, deux heures et demie, mais à une heure seulement de Carcross, la ville au sud d'ici.

M. Wayne Marston: Je ne sais pas si l'un d'entre vous est assez âgé pour se souvenir de Harold Marston. Ce nom vous dit-il quelque chose? C'était un pasteur de l'Église unie. C'est mon oncle.

Mme Krista Prochazka: Oui, je sais qui c'était.

M. Wayne Marston: C'était il y a bien longtemps, cependant.

Merci, monsieur le président.

Le président: Très bien. Merci, monsieur Marston.

C'est au tour de M. Adler.

M. Mark Adler (York-Centre, PCC): Merci, monsieur le président.

J'aimerais apporter un correctif, monsieur Marston. Vous êtes comme le bon vin, vous vous améliorez avec l'âge.

Des voix : Oh!

M. Wayne Marston: Je vous en prie.

M. Mark Adler: C'est un grand plaisir d'être ici à Whitehorse. C'est ma première visite. Malheureusement, ce ne sera qu'un bref passage, mais j'espère pouvoir revenir et rester plus longtemps.

Je pose ma première question à Mme Babcock.

Comme vous le savez, et vous avez exprimé votre appui à ce sujet, notre gouvernement s'est engagé à équilibrer les comptes. Certains députés ont recommandé une hausse de taxes et un accroissement du déficit. À votre avis, quelle serait la conséquence de telles mesures sur l'économie canadienne dans son ensemble, et sur vos membres en particulier?

•(1015)

Mme Sandra Babcock: Je crois que, selon les gens d'affaires du Canada, cela nuirait à la croissance économique. Au Yukon, cela ferait plus qu'étouffer la croissance. Comme je l'ai dit, nous sommes une région où le coût de la vie est élevé et où faire des affaires coûte cher. À cause de notre emplacement géographique et de notre éloignement des marchés, cela nuirait à notre économie. Je ne pense pas que c'est le message qu'il faut envoyer aux gens d'affaires, surtout lorsque les marchés mondiaux sont aussi instables. Les gens sont encore nerveux après le crash mondial d'il y a deux ans.

M. Mark Adler: Merci.

Comme vous le savez, le premier ministre Harper a effectué huit visites dans le Nord depuis qu'il occupe son poste, en 2006. Il en a fait une priorité. En 2008, il a déclaré que :

Les Canadiennes et les Canadiens se considèrent comme un peuple nordique. Le grand Nord fait partie de l'identité canadienne au même titre que l'unifolié.

Il a aussi formulé une stratégie en quatre points pour le Nord, comprenant le renforcement de la souveraineté dans l'Arctique, la protection d'un environnement fragile, la promotion du développement économique et social, et l'octroi d'un contrôle accru aux habitants du Nord sur leur destin politique et économique.

J'aimerais savoir ce que vous pensez de cela et de la priorité que ce gouvernement accorde au Nord, ce qui est plus qu'aucun autre gouvernement a jamais fait, et si vous pensez que cela a été bénéfique au Nord.

Mme Sandra Babcock: C'est incroyable, cet engagement du premier ministre envers le Nord. On n'avait encore jamais vu cela. Je ne pense pas que John Diefenbaker lui-même avait exprimé un tel engagement et une telle vision pour le Nord.

Pour ce qui est de la stratégie pour le Nord, je limiterai probablement mes remarques au développement économique, car cela me ramène à une stratégie de développement économique détaillée et fondée sur l'unicité de chaque territoire, car nous sommes incroyablement différents de nos territoires-soeurs à l'Est. Nos besoins sont très différents. Nous bénéficions d'une excellente infrastructure routière, ce qui n'est pas le cas des deux autres territoires. Nous avons probablement un gouvernement plus mûr, si vous voulez, au niveau régional.

Comme je l'ai dit, c'est en réalité l'absence de stratégie exhaustive de développement économique qui atténue la valeur de la Stratégie pour le Nord.

M. Mark Adler: Vous avez dit que le taux de chômage au Yukon est 5,1 p. 100. C'est quasiment le plein emploi.

Mme Sandra Babcock: Oui.

M. Mark Adler: Notre gouvernement s'est également engagé à éliminer la paperasserie et la redondance gouvernementale, en termes de programmes et autres choses de ce genre. Si je comprends bien, c'est une chose que vos membres approuvent?

Mme Sandra Babcock: Je pense que Tara serait probablement mieux placée que moi pour parler de l'environnement réglementaire, mais, oui, je pense que nous avons un environnement réglementaire assez supérieur ici.

En ce qui concerne le marché du travail, c'est assurément un problème sérieux. Dans les années 1980, les entreprises ont vraiment dû réduire leurs effectifs et redevenir des entités gérées par leur propriétaire. Aujourd'hui, avec toute l'activité économique, elles ne peuvent plus se contenter d'être gérées par leur propriétaire et ont besoin de recruter du personnel, ce qu'elles ne réussissent pas à faire à cause du caractère limité de notre économie. En matière de cadres intermédiaires, pour développer leur sécurité, je pense que la manière dont nous faisons les affaires a changé en 20 ans. La main-d'oeuvre est donc un grave problème pour le territoire. Le Yukon a bénéficié du programme des travailleurs étrangers. Nous avons beaucoup utilisé ce programme qui a été très, très bénéfique aux territoires, tout comme le programme des candidats des provinces.

M. Mark Adler: Merci.

Le président: Merci.

Je donne maintenant la parole à Monsieur Giguère.

M. Alain Giguère: Je m'adresse d'abord à l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs. À l'heure actuelle, quel est votre problème avec la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain? Est-ce un gros problème?

•(1020)

Mme Tara Christie: Certainement. Comme producteurs d'or, nous vendons notre produit en dollars américains, puis convertissons en dollars canadiens. Nous achetons notre carburant en dollars américains et convertissons en dollars canadiens. Nos pièces détachées viennent souvent des États-Unis. Donc, le taux de change qui fluctue constamment cause certains problèmes, surtout quand vous avez des fournisseurs qui achètent les produits lorsque le dollar est à un certain niveau et essayent ensuite de les revendre au Canada. Il y a incontestablement d'énormes fluctuations de prix, ce qui est un problème. Évidemment, ça joue dans les deux sens parce que nous vendons notre production et achetons de l'équipement. Pour l'entreprise, tout dépend du point où l'on se trouve dans le cycle lorsqu'elle doit faire ces opérations, mais l'effet a été assez dur ces derniers temps à cause des grandes fluctuations.

Je ne sais pas si ça répond à votre question.

M. Alain Giguère: C'est très bien.

Je m'adresse maintenant à Mme Babcock. J'ai lu de nombreux rapports de nombreuses agences fédérales. Les problèmes d'infrastructures touchent tout le Grand Nord canadien, pas seulement le Yukon. Si vous avez un problème de Garde côtière canadienne, un problème de développement des petites collectivités, et des problèmes de télécommunications, demandez-vous un programme d'infrastructures spécifique pour tout le Nord canadien ou seulement pour le Yukon?

Mme Sandra Babcock: Aujourd'hui, c'est juste pour le Yukon. Nous travaillons avec nos collègues des deux autres territoires, ainsi qu'avec le nord du Labrador. Nous discutons de ces questions d'infrastructures, et nous savons qu'il y en a dans tout le Nord.

M. Alain Giguère: Oui, les problèmes sont les mêmes.

Un programme spécifique pour le Grand Nord serait-il une solution possible?

Mme Sandra Babcock: Ouvrez les portefeuilles.

M. Alain Giguère: Vous avez actuellement de nombreux programmes fédéraux et de nombreux investissements dans la défense, pour la Garde côtière canadienne, pour les gouvernements du Nord. Vous n'avez pas un plan de développement pour le Grand Nord.

Mme Sandra Babcock: Nous n'avons pas de stratégie exhaustive. La création de CanNor a été un bienfait pour le Nord. Ça n'a pas été sans difficultés. Toutefois, c'est très nouveau et nous avons hâte de travailler avec l'organisation du point de vue de l'accès aux dollars et de l'exécution du genre d'études qui sont nécessaires pour dresser notre feuille de route pour l'avenir.

M. Alain Giguère: Merci beaucoup.

J'adresse ma dernière question à la représentante du secteur touristique. Actuellement, dans le Nord, le prix d'un billet d'avion pose-t-il un problème, ou est-ce seulement un petit problème pour quelques agents?

Mme Krista Prochazka: Le prix du billet est un problème pour tout le Nord. C'est un problème non seulement pour accroître le tourisme international, mais aussi pour attirer les Canadiens eux-mêmes. Il coûte parfois moins cher de prendre l'avion pour aller en Allemagne à partir de Whitehorse que pour aller à Ottawa ou à Windsor voir ma famille. Certes, c'est excellent pour accroître notre marché européen, mais, en ce qui concerne l'accroissement de nos marchés clés du sud du Canada, des États-Unis ou du reste du monde, puisque nous sommes actifs également en Asie du Sud-Est, tout comme le sont nos partenaires des territoires du Nord-Ouest et, dans une moindre mesure, du Nunavut, le prix du billet est un facteur de décision important.

M. Alain Giguère: Ces informations me sont très utiles. Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Monsieur Van Kesteren, c'est à vous.

M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC): Ce voyage est très intéressant pour chacun d'entre nous. Pour ma part, je trouve cela fascinant.

Je vous écoute et je me dis que c'est le paradis, ici. Pas de dette, pas de taxe territoriale. C'est le paradis de la loi du marché, et je songe à la manière dont cela a évolué. En ce qui concerne votre structure routière, la route de l'Alaska en fait partie, et vous avez donc bénéficié de ce que les Américains ont fait, mais vous avez aussi bénéficié du dynamisme de l'industrie du bois. Je dis ça parce qu'il me semble que votre succès résulte de l'entrepreneuriat. Vous devez votre succès au système du libre marché.

Vous avez parlé de l'élaboration d'une stratégie pour le Nord. Comment voyez-vous cela? Attendez-vous du gouvernement qu'il trace la voie dans laquelle vous devriez aller, à la lumière de ce que je viens juste de dire et de votre histoire, ou attendez-vous simplement un engagement du gouvernement qu'il fera ce qui est nécessaire pour suivre cette évolution incroyable?

J'aurai ensuite une autre question.

• (1025)

M. Philip Bousquet: En ce qui concerne la stratégie du Nord, il convient que le gouvernement se penche sur les projets du secteur privé en matière d'investissement, sur les perspectives d'avenir. Notre secteur est axé sur la prospection et l'exploitation minière. Au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon, l'industrie minière joue un rôle de premier plan. Il y a certaines mesures que le gouvernement fédéral a prises et qu'il peut continuer à prendre pour favoriser cet investissement. Nous nous sommes concentrés sur quelques-uns qui seraient les investissements publics.

M. Dave Van Kesteren: Puis-je vous interrompre un instant?

Le gouvernement fédéral a investi 77 millions de dollars dans les infrastructures, dans le projet hydroélectrique. Le premier ministre l'a inauguré et c'est le plus grand projet du FIV jamais réalisé. Est-ce genre de choses que vous attendez du gouvernement fédéral?

Mme Tara Christie: Nous voulons agir en partenaire avec l'industrie. Chacun des territoires du Nord a des besoins particuliers, et vous devez certainement collaborer avec les gouvernements territoriaux, mais il est vraiment important que le gouvernement fédéral joue le rôle de partenaire une fois que les projets sont élaborés, pour aider à obtenir le capital initial. Le projet Mayo B est excellent et améliore notre infrastructure, mais, avec trois mines en exploitation, ce n'est tout simplement pas suffisant. Nous sommes déjà au maximum de notre capacité. Nous avons besoin d'électricité bon marché pour nos collectivités ainsi que pour nos mines et nos autres projets économiques. Il faut donc commencer à voir plus loin et à dresser des plans pour l'avenir, car nous prenons du retard en matière d'infrastructures routières, d'énergie électrique et de réseaux à large bande.

M. Dave Van Kesteren: Prenons la commission hydroélectrique de l'Ontario. Je n'ose pas imaginer combien elle a de milliards de dollars de dettes. Quelle est la situation au Yukon? Est-ce comme votre gouvernement territorial? Est-elle libre de dettes et a-t-elle un excédent d'exploitation?

Mme Sandra Babcock: Je sais qu'on a vendu des obligations non garanties pour le projet Mayo B et pour les lignes de transmission. Je ne devrais probablement pas aborder ce sujet, mais je ne pense pas qu'elle ait de dettes. Ça doit passer par les utilités publiques et je crois savoir qu'il y a certaines préoccupations à ce sujet.

Mme Krista Prochazka: Le Yukon n'a pas assez d'énergie et fait face à une crise d'énergie. Donc, même si c'est actuellement le cas, il y a certains investissements importants à faire si nous voulons avoir encore de la lumière dans nos maisons dans quelques années.

M. Dave Van Kesteren: Voici une autre question. Évidemment, vous traversez souvent la frontière. Il doit y avoir du commerce et vous devez vous rendre dans les ports de l'Alaska. Comment se fait le passage de la frontière avec l'Alaska?

Mme Krista Prochazka: Je dirais que notre plus gros problème en matière de frontières est le passage de Little Gold Creek entre Dawson City et Tok, en Alaska. Les heures d'ouverture de ce poste frontalier ont été sensiblement réduites l'été dernier, ce qui a causé d'énormes difficultés, particulièrement à Dawson City. C'est un problème à la fois pour les mines et pour le tourisme. Les gens arrivent à la frontière cinq minutes après la fermeture, sans téléphone cellulaire, et il n'y a pas de cabine téléphonique, pas de bureau ouvert, aucun endroit où aller.

• (1030)

Le président: Nous pourrions revenir sur cette question durant mon tour.

Madame Mai, vous êtes la suivante sur la liste, s'il vous plaît.

M. Hoang Mai (Brossard—La Prairie, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci à tous de votre présence.

Je commence avec la Chambre de commerce. Vous avez parlé d'une absence de stratégie de développement économique. Nous partageons votre point de vue et convenons qu'il faut investir plus dans les infrastructures. Nous savons qu'il y a 500 milliards de dollars qui dorment dans le secteur privé. Peut-être pourriez-vous trouver des méthodes pour que le secteur privé investisse plus?

Au sujet de la stratégie, nous sommes d'accord avec vous.

Vous avez parlé d'énergie propre et renouvelable ou fiable. Pourriez-vous en parler un peu plus et nous dire en quoi cela serait bénéfique au Yukon?

Mme Sandra Babcock: Comme l'a dit Tara, nous faisons face à de sérieuses pénuries d'énergie. Ce n'est pas que nous n'avons pas d'énergie, mais plutôt que nous dépendons du diesel. Or, ce n'est pas ce que veulent les gens du Yukon. Comme vous avez pu le voir, nous vivons dans une très belle région et nous tenons à la préserver.

En ce qui concerne l'investissement au Yukon, je dois revenir sur la stratégie de développement économique et sur l'élaboration d'une feuille de route pour voir où et comment utiliser au mieux les deniers publics pour amener le Yukon dans une économie durable, plutôt que dans les cycles en dents de scie du passé.

M. Hoang Mai: Y a-t-il une forme d'énergie particulière que vous voudriez privilégier?

Mme Sandra Babcock: Le Yukon possède huit bassins sédimentaires de gaz naturel. Une bonne partie de cette ressource appelle des analyses complémentaires, mais, dans la région de Eagle Plains, au nord de Whitehorse, on a fait des découvertes qui ont été prouvées et on a commencé à faire des études de faisabilité sur la liquéfaction du gaz naturel pour approvisionner le secteur domiciliaire et commercial du territoire ainsi que les utilisateurs industriels. C'est une chose.

En matière de transmission, comme nous avons notre propre réseau, je pense qu'il conviendrait d'examiner la possibilité de nous relier au réseau de la Colombie-Britannique ou même de l'Alaska.

Une autre possibilité à beaucoup plus long terme, mais elle coûterait cher, serait d'accroître l'hydroélectricité.

M. Hoang Mai: Merci beaucoup.

Je me tourne vers l'association des prospecteurs et entrepreneurs. Il y a dans vos recommandations quelque chose que l'ARC pourrait faire et qui avait déjà été recommandé en 2007, mais sans succès. Pourriez-vous préciser de quoi il s'agit? Vous dites que ça ne coûterait rien au gouvernement et que ça aiderait beaucoup l'industrie. Pourriez-vous nous donner des précisions et nous dire pourquoi cela n'a pas été fait?

M. Philip Bousquet: Merci.

Ce dont vous parlez, et que nous mentionnons dans notre mémoire, concerne l'admissibilité des dépenses de prospection pour des choses telles que la consultation des collectivités autochtones et les études de faisabilité environnementales. L'ACPE a travaillé avec l'Agence du revenu du Canada pour clarifier l'admissibilité des dépenses, et cela a débouché sur un tableau préparé par l'ARC pour donner la liste des coûts admissibles, tableau que nous avons communiqué à nos membres, mais il y a encore bien des questions d'interprétation à préciser. Nous travaillons avec l'ARC à ce sujet. Nous en avons parlé parce que c'est important pour les entreprises.

Tara peut peut-être vous en dire plus sur ce que cela signifie pour elle.

Mme Tara Christie: Oui. Dans le Nord, en particulier, les coûts de consultation des Premières nations sont très élevés, et la norme des études environnementales ne cesse d'être relevée. Il est très important pour l'industrie que ces coûts soient admissibles. Nous avons réussi à obtenir certains éclaircissements de l'ARC, mais il y a encore une certaine confusion quant à l'application des règles d'admissibilité. Il nous faut continuer à travailler là-dessus pour assurer la déductibilité de ces dépenses, car les consultations contribuent à la responsabilité sociale des entreprises et au fait que la société nous autorise à travailler dans les collectivités. C'est donc très important.

M. Hoang Mai: Très bien. Merci.

Le président: Merci, madame Mai.

Je passe maintenant à madame Glover, s'il vous plaît.

Mme Shelly Glover (Saint-Boniface, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à dire que j'adore totalement mon passage ici, au Yukon. Je regrette que nous n'ayons pas plus de temps pour visiter certains sites. Il y a beaucoup de choses intéressantes ici.

Je commence avec Mme Babcock. Nous venons de parler des besoins en énergie. Je songe à une chose qui se trouve dans le budget, et j'aimerais vous demander ce que vous en pensez. Il s'agit de la déduction pour amortissement accéléré applicable à la production d'énergie propre. Est-ce bénéfique? Aiderait-elle à résoudre certains des problèmes au Yukon? Est-ce une bonne mesure?

•(1035)

Mme Sandra Babcock: Je ne sais pas quelle pourrait être son incidence réelle au Yukon. Quand nous parlons de grands projets d'infrastructures, et à moins d'envisager une initiative P3, il n'y aurait pas tellement de dollars du secteur privé qui pourraient bénéficier de cette mesure.

Mme Shelly Glover: Quand Mme Mai suggère d'encourager les entreprises et les agences du secteur privé à prêter une partie de l'argent qu'elles gardent dans leurs coffres à cause des inquiétudes, comment réagissez-vous?

Mme Sandra Babcock: Typiquement, notre communauté d'affaires et notre monde corporatif sont très petits, et leurs ressources financières, très limitées. Ce que nous avons réussi à faire, c'est d'agir en partenariat avec des sociétés du Sud ou des entreprises internationales, notamment dans le secteur minier avec des sociétés appartenant au gouvernement chinois et avec des sociétés chinoises privées qui investissent dans les territoires.

Mme Shelly Glover: Donc, vous rejetez l'affirmation de Mme Mai qui dit que vos entreprises ont du capital qui dort dans leurs coffres et qu'elles pourraient utiliser à cette fin?

Mme Sandra Babcock: Pour des projets aussi vastes que les projets d'énergie, mon opinion est que nos entreprises n'ont vraiment pas l'assise financière voulue pour y participer.

Mme Shelly Glover: Très bien.

J'ai deux questions à poser aux prospecteurs et entrepreneurs.

Vous avez parlé de certains programmes du MAINC, madame Christie, qui sont réellement bénéfiques à cette industrie. Pourriez-vous nous en mentionner un ou deux que vous trouvez utiles?

Mme Tara Christie: Dans tous les territoires du Nord, le MAINC finance des associations de formation professionnelle des mines. Ces associations sont indépendantes, mais elles peuvent demander des fonds au ministère. Je sais que, dans ma propre entreprise, j'ai demandé certains de ces fonds par le truchement de l'association de formation. Cela a été très utile pour que de jeunes Autochtones obtiennent de la formation et de l'emploi. Quand une entreprise recrute quelqu'un qui n'a aucune compétence ou formation, ça lui coûte de l'argent. En particulier, bon nombre des Autochtones que nous recrutons peuvent ne pas avoir fait d'études, même secondaires, et cela accroît sensiblement le coût de la formation. Ce programme est un grand succès. C'est certainement un programme qu'il faut préserver, et même élargir, car il fonctionne très bien. Maintenant que les associations de formation des mines ont été mises sur pied pour gérer les fonds, et qu'elles sont locales, puisqu'il y en a une dans les territoires du Nord-Ouest et une autre au Yukon, ça nous aide beaucoup.

Mme Shelly Glover: Je suis ravie de vous l'entendre dire. Donner de l'espoir et des chances de travail, surtout aux jeunes Autochtones, doit vraiment être l'une de nos priorités, et nous essayons de collaborer avec les collectivités autochtones pour faire avancer les choses. Je suis donc tout à fait ravie de vous entendre dire que certains de ces programmes, qui n'existaient pas avant l'arrivée au pouvoir de notre gouvernement, si je comprends bien, sont vraiment utiles.

Savez-vous combien il y a de jeunes Autochtones qui travaillent dans votre industrie et quel a été le changement depuis l'entrée en vigueur de ces programmes?

M. Philip Bousquet: Les dernières statistiques que nous avons proviennent du recensement de 2006 de Statistique Canada et montrent que les Autochtones constituent environ 7,5 p. 100 de la main-d'oeuvre minière. C'est certainement plus aujourd'hui. C'est une chose dont nous nous occupons sérieusement comme association, l'un de nos objectifs étant de rehausser la participation autochtone dans l'industrie minière, ce que nous faisons par le truchement de notre programme, et aussi de notre congrès annuel. Je n'ai aucune hésitation à dire que c'est probablement plus que 7,5 p. 100 aujourd'hui.

Mme Shelly Glover: Excellent.

Je voudrais maintenant parler un peu du crédit d'impôt de 15 p. 100 pour l'exploration minière. Pourriez-vous nous dire en quoi ce crédit d'impôt aide vos membres à lever le capital nécessaire à la prospection minière?

Mme Tara Christie: Il est toujours difficile à un investisseur de décider d'investir dans un projet de prospection, surtout en période d'instabilité ou de fébrilité des marchés. Il y a toujours un risque. On ne sait pas si l'argent investi débouchera effectivement sur une nouvelle mine qui sera exploitée. Ce crédit d'impôt pour l'exploration minière, ces 15 p. 100 supplémentaires, c'est un peu une récompense supplémentaire pour celui qui décide d'investir dans une société de prospection. Ça rapporte en moyenne 400 millions de dollars, et je pense que c'est même monté jusqu'à 700 millions cette année. Considérant l'incertitude des marchés, c'est impressionnant.

• (1040)

Le président: Merci, madame Glover.

Madame Christie, c'est maintenant à mon tour et je tenais à vous donner l'occasion de répondre brièvement à M. Van Kesteren. Je sais que vous teniez à le faire.

Mme Tara Christie: Merci beaucoup.

Il s'agissait du franchissement de la frontière, notamment à Little Gold. C'est un gros problème, et pas seulement pour le secteur du tourisme et pour Dawson, où j'habite. C'est important pour les voyages, mais aussi à cause de l'incidence que cela a sur le coût pour la communauté et pour l'industrie minière, à cause du carburant et des marchandises acheminées par camion des États-Unis. Certaines personnes travaillent des deux côtés de la frontière, et être obligé de faire 14 heures de route en plus pour obtenir du carburant ou des fournitures parce que le poste frontalier ne peut pas rester ouvert un peu plus longtemps, ou même quelques semaines supplémentaires jusqu'à la reprise des services de traversier, n'est pas acceptable.

Le président: Merci.

En ce qui concerne les projets d'énergie propre dont parlait Mme Glover, c'était une question que j'allais poser, et nous pourrions peut-être en discuter plus longuement à l'avenir. Comme 90 p. 100 de l'électricité du Yukon est d'origine hydroélectrique, il me semble que la déduction accélérée pour amortissement de l'investissement en production d'énergie propre serait une solution idéale. C'est une question sur laquelle notre comité pourra dialoguer avec vous pour voir comment elle pourrait être mieux adaptée à vos besoins.

Je reviens maintenant au crédit d'impôt pour l'exploration minière et aux actions accréditatives. Comme le savent les représentants des prospecteurs et entrepreneurs, c'est un combat annuel, et je sais que vous voudriez rendre cela permanent. Depuis que je suis arrivé au Parlement, en 2000, j'assiste à cette bataille chaque année.

Le problème est qu'il y a au Canada des économistes très puristes qui affirment qu'il ne devrait pas y avoir du tout d'actions accréditatives ou de crédits d'impôt. Certains types de crédits d'impôt ont fait l'objet d'abus dans le passé, notamment les actions accréditatives, surtout dans l'industrie du cinéma. Le ministère des Finances examine actuellement le code de l'impôt en disant que le régime fiscal doit être équitable pour tout le monde, qu'il faut baisser les taux d'imposition, mais aussi abolir toutes les échappatoires. Certains groupes qui ont témoigné devant notre comité nous ont dit, au sujet du secteur des ressources naturelles, que nous devrions abolir toutes les subventions, comme ils disent, destinées aux secteurs des mines et du pétrole. À leur avis, le gouvernement fédéral ne devrait fournir aucune subvention — c'est leur mot — à votre secteur.

Vous nous avez donné quelques informations sur l'argent que vous avez levé et dépensé, et sur les retombées pour le gouvernement. Madame Christie et vous-même, pourriez-vous nous expliquer la différence qui existe concrètement, sur le terrain, pour lever de l'argent à ce niveau d'entreprise junior? Quelle serait la différence si ces deux mesures n'existaient pas?

Mme Tara Christie: Que voulez-vous dire par « sur le terrain »?

Le président: Je veux dire qu'on peut voir la situation de 30 000 pieds de haut, ou d'Ottawa, ou mettre quelque chose dans un budget, mais, pour ce qui est de lever réellement de l'argent pour faire de la prospection, qu'est-ce que ça signifie, pour un investisseur, d'avoir ces deux mesures ou de ne pas les avoir?

Mme Tara Christie: La différence est que je peux travailler ou non, et que je peux employer des gens de la communauté ou non. Le programme que j'avais au Yukon cette année, où nous avons employé 20 personnes, comprenait plus de 10 p. 100 de membres des Premières nations. Nous n'aurions pas pu le faire si nous n'avions pas eu les actions accréditatives. Nous n'aurions pas pu lever cet argent. Ça ne se serait pas fait.

Dans l'industrie du cinéma, on peut souvent trouver d'autres moyens pour lever de l'argent, si l'on a un bon projet. Dans le secteur de la prospection, si c'est pour financer un projet dans une région isolée du Canada, c'est très difficile. Les autres industries nous font concurrence pour trouver du capital. C'est un marché très difficile.

Le président: Des membres de votre secteur m'ont déjà dit que la raison est que vos projets ne sont pas aussi sûrs que dans le cinéma ou la biotechnologie. Vous faites de la prospection et vous ne savez pas si vous allez trouver quelque chose ou non.

Mme Tara Christie: La prospection est une activité pleine d'incertitudes. Les investisseurs doivent avoir confiance dans l'équipe de gestion, dans les géologues, et dans la région où l'on fait la prospection. Il n'y a pas de garantie. C'est une activité à haut risque, mais c'est aussi ce qui finance beaucoup d'activité économique dans le Canada rural.

Le président: Vous avez donc besoin de la combinaison des deux mesures?

Mme Tara Christie: Oui, absolument. Sans les 15 p. 100 supplémentaires, beaucoup d'investisseurs choisiraient d'autres secteurs. Le marché de l'argent est très difficile, surtout aujourd'hui.

Vous pouvez voir le marché des petites entreprises de prospection et voir la valeur des actions sans le crédit d'impôt pour l'exploration. Ces entreprises ne vont pas lever d'argent.

Le président: Je comprends.

Voici une dernière remarque. Ces dernières années, on m'a bien fait comprendre le lien entre le secteur minier, le secteur des ressources naturelles, et le secteur financier. Il existe une relation entre ce secteur et chaque Canadien, en réalité.

Mon temps de parole est écoulé. Il y aura d'autres tours.

Madame Nash, c'est à vous, maintenant.

●(1045)

Mme Peggy Nash: Merci, monsieur le président.

Quand on vient ici, même brièvement, on comprend vite que c'est un lieu de défis, avec une population relativement petite et une géographie massive.

Étant donné que le secteur minier occupe une place tellement importante dans l'économie locale, pourriez-vous décrire brièvement certains des défis auxquels vous êtes confrontés quand les cours mondiaux des denrées fléchissent? Nous avons eu un certain fléchissement, mais ça fluctue constamment. Pouvez-vous décrire ce que cela signifie? Vous avez décrit votre secteur comme étant la partie R-D des mines. Qu'est-ce que ça signifie pour vous, concrètement?

Mme Tara Christie: Concrètement, ça signifie qu'il y a moins d'argent pour financer notre prospection. Dans certains secteurs, comme les métaux de base, on a eu vraiment du mal à lever du capital pour financer tous les projets.

Je demande à Philip de poursuivre ma réponse, car j'ai besoin d'un verre d'eau.

M. Philip Bousquet: En ce qui concerne la prospection, il n'y a évidemment pas de flux de revenus. Des sociétés comme celle de Tara dépendent totalement de la confiance des investisseurs. Ces dernières années, comme il y a eu tellement d'instabilité des marchés et la récession, cela a influencé les décisions des investisseurs, ce qui nous ramène à la question d'incitatifs tels que les actions accréditatives et le crédit d'impôt, qui fournissent à l'investisseur individuel un incitatif additionnel pour envisager de participer à des projets de prospection, même si les marchés sont instables.

Mme Peggy Nash: Merci.

Madame Babcock, je vous ai entendue dire qu'il y a des hauts et des bas dans le secteur minier, comme dans n'importe quel secteur des ressources naturelles, et que vous cherchez à ajouter, par le développement économique, d'autres types d'emplois qui aideraient à atténuer ces hauts et ces bas du secteur.

Pouvez-vous nous donner un exemple du type d'emplois qui pourraient être créés au Yukon grâce à une stratégie économique?

Mme Sandra Babcock: Je pense que nous avons une excellente occasion dans le secteur de la technologie d'information. Il y a actuellement au Yukon certaines personnes qui font des affaires dans le monde entier, mais pas du tout au Yukon même. Donc, avec la technologie de l'information...

Mme Peggy Nash: Ce sont des gens qui choisissent de vivre ici parce que c'est tellement beau.

Mme Sandra Babcock: Oui, c'est vraiment ça.

Je pense qu'investir dans l'éducation, en transformant notre collège communautaire en université, serait une possibilité. Nos jeunes qui veulent faire des études universitaires doivent quitter le territoire et, bien souvent, ne reviennent pas. Ils trouvent du travail ailleurs et nous ne les revoyons plus.

Nous avons actuellement une population vieillissante dans le territoire. Je ne me souviens plus des chiffres, mais, rien qu'au niveau gouvernemental, un nombre effarant d'employés devraient prendre leur retraite dans les cinq prochaines années, ce qui va nous causer tout un défi. L'éducation continue est... On pourrait en fait dire que l'éducation est un secteur, je crois, parce qu'elle fait venir des gens, elle fait venir des compétences, et elle a besoin de services et de fournitures.

Mme Peggy Nash: Cela pourrait aussi aider dans certaines des relations avec les Premières nations, car il semble qu'elles ont des besoins très élevés ici.

Mme Sandra Babcock: Oui. Les industries culturelles constituent un secteur de croissance dans le territoire, et leur développement serait une possibilité. La culture des Premières nations fait à l'évidence partie de nos industries culturelles.

Mme Peggy Nash: Nous avons évoqué certains des besoins d'infrastructures du Yukon, et le rôle que le gouvernement fédéral pourrait jouer à ce chapitre. La période actuelle me semble tout à fait opportune, étant donné les bas taux d'intérêt, pour avoir accès à du capital bon marché pour faire ces investissements. Quelqu'un parlait tout à l'heure de l'absence de taxes territoriales, du fait qu'il n'y a pas d'équivalent de la taxe de vente ici. Voyez-vous un lien entre le fait de ne pas avoir de taxe de vente et l'existence d'un gros déficit infrastructurel?

Je pense que c'est une question que je devrais poser aux politiciens, mais je vous la pose quand même.

Mme Sandra Babcock: Je ne crois pas que c'est important. Avec une population de 36 000 personnes, je ne vois vraiment pas comment une telle taxe pourrait fournir une contribution notable.

Mme Peggy Nash: Vous allez donc avoir besoin d'investissements fédéraux.

Mme Sandra Babcock: Oui.

Mme Peggy Nash: Merci.

Le président: Merci, madame Nash.

Monsieur Leef, nous allons avoir le plaisir de vous entendre à nouveau, s'il vous plaît.

M. Ryan Leef: Merci.

Cette question est destinée à la Chambre de commerce. C'est juste une question d'opinion.

Nous avons constaté une augmentation des paiements de transferts territoriaux dans les cinq ou six dernières années. Je pense que la somme s'approche aujourd'hui de 745 millions de dollars, soit à peu près 55 millions de plus que les années précédentes. Cet été a été merveilleux pour moi, avec beaucoup de financement supplémentaire non ciblé du gouvernement fédéral dans des programmes tels que Compétences Canada. Je crois que nous avons annoncé 220 000 \$ pour un projet de trois ans avec Compétences Canada.

Outre ce genre d'annonce, et les 77 millions de dollars du fonds d'infrastructures vertes pour le projet Mayo B, quelle est l'importance des paiements de transfert pour le territoire, que le gouvernement territorial utilise pour le développement des affaires dans le territoire?

• (1050)

Mme Sandra Babcock: C'est important. Ça ne sert pas seulement au développement des affaires et aux soins de santé. Nous avons vraiment apprécié le soutien financier du gouvernement fédéral pour la prestation des soins de santé, car, quand vous essayez d'attirer de la main-d'oeuvre, il vous faut avoir un solide système de santé. Il vous faut un solide système d'enseignement. Ça va donc au-delà du développement économique. Nous aimons dire que le Yukon est un endroit où il fait bon vivre, travailler et s'amuser. Comment peut-on préserver cela, et comment peut-on créer les infrastructures nécessaires? Si nous ne le faisons pas, nous n'allons pas attirer grand-monde ici. Les gens sont pas particulièrement attirés par -40.

M. Ryan Leef: Passons maintenant des paiements de transfert aux navires de croisière. Vous avez mentionné les navires de croisière et je ne sais pas si les gens réalisent que nous ne sommes qu'à deux heures du port de Skagway.

Avez-vous des chiffres sur les navires de croisière qui viennent à Skagway, pour nous aider à illustrer l'importance des relations frontalières entre le Canada et les États-Unis, et la nécessité de réduire le plus possible les chinoïseries bureaucratiques pour permettre aux entreprises du Yukon de tirer le maximum de profit des croisiéristes qui arrivent à Skagway?

Mme Krista Prochazka: Veuillez m'excuser, j'ai un trou de mémoire à ce sujet. Toutefois, pour vous donner une idée de cette activité, Carcross, qui est notre collectivité la plus proche de la frontière de Skagway, est une ville de 850 habitants avec très peu d'industries. Elle accueille 100 000 visiteurs par an venant du port de Skagway. C'est tout à fait étonnant, et relativement écrasant, et ce n'est encore qu'une très petite fraction du nombre de visiteurs, notamment cette année. Je ne pense pas que nous ayons les derniers chiffres, mais l'ajout des croisières Disney en Alaska a certainement augmenté le nombre de visiteurs.

Le Yukon lui-même, et Carcross, qui est l'une des petites collectivités dont nous parlons, est essentiellement une société autochtone. C'est très petit. Ils reçoivent 100 000 personnes par jour durant l'été, avec des visiteurs qui viennent quotidiennement y chercher leur aventure canadienne. Beaucoup de ces gens sont ici pour la journée, mais il y en a aussi beaucoup qui continuent jusqu'à Whitehorse et jusqu'à Dawson pour compléter leur expérience du Yukon.

M. Ryan Leef: Faisons-nous du bon travail, comme territoire ou comme gouvernement, pour vendre ça, ou nous contentons-nous de rester à la traîne des navires de croisière pour qu'ils fassent ce marketing à notre place? Y a-t-il moyen d'améliorer ça? Évidemment, nous ne devrions pas trop nous plaindre si 100 000 personnes durant l'été viennent dans une ville de 800 habitants. Toutefois, il me semble qu'il y a un manifestement un pourcentage que nous n'accrochons pas.

Mme Krista Prochazka: Il y en a un nombre énorme que nous n'accrochons pas, alors que nous pourrions le faire.

Par exemple, Holland America dépense plus pour le marketing de l'Alaska et du Yukon que le gouvernement du Yukon lui-même. Son budget est plus gros et elle fait du marketing dans le monde entier. Je parlais seulement de son budget pour notre région. Nous travaillons beaucoup avec elle, mais je pense absolument que nous pourrions faire plus. Il s'agirait en fait, et cela nous ramène aux possibilités d'investissement, d'investir dans des collectivités comme Carcross et d'autres petites collectivités pour donner aux gens des raisons d'y aller. En termes d'investissement économique, c'est un domaine dans lequel les gouvernements, du Yukon et du Canada, peuvent jouer un rôle, car, pour attirer un investisseur — au moins pour les cinq ou 10 premières années —, les coûts de construction dans le territoire et les coûts de création d'une main-d'oeuvre locale sont un gros obstacle.

Le président: Merci.

Monsieur Brison, s'il vous plaît.

• (1055)

L'hon. Scott Brison: Sur toute la question des infrastructures d'énergie, en termes de transmission, de modernisation et de production d'énergie, y a-t-il eu beaucoup de discussions d'une stratégie d'énergie régionale Nord-Sud, États-Unis et Canada? Quels sont les types d'investissements ou de projets d'infrastructures qui ont été avancés ou qui sont envisagés?

Mme Sandra Babcock: Il n'y a pas eu beaucoup de discussions officielles à ce sujet. Toutefois, nous venons juste d'avoir une élection territoriale où l'énergie a été un enjeu de premier plan. Il a eu des engagements ou des suggestions de connexion avec le réseau de la Colombie-britannique. On n'a pas beaucoup discuté de connexion avec le réseau de l'Alaska.

Il est dommage que vous n'ayez pas plus de temps à passer dans les territoires. Nous avons notre conférence qui démarre aujourd'hui et, demain, nous aurons un conférencier de l'agence de développement économique de l'Alaska qui viendra nous parler d'accès portuaires et d'énergie, de télécommunications, et des synergies entre le Yukon et l'Alaska auxquelles nous pourrions consacrer plus d'argent pour obtenir de meilleurs résultats.

L'hon. Scott Brison: La moitié du commerce Canada-États-Unis passe par un pipeline ou une ligne électrique, ce qui veut dire que nous avons actuellement un niveau de commerce élevé en énergie. Les Américains ont utilisé une part importante de leur budget de relance économique pour investir dans la modernisation de leur système de transmission et de production d'énergie, sous le Secrétaire à l'énergie Chu, et je pense que ce scénario devrait être un peu plus orienté vers la collaboration dans certains de ces domaines.

J'ai une question sur la promotion du tourisme et sur la différence entre les sommes que nous y consacrons et celles qu'y consacrent les Américains. Selon vous, devrions-nous envisager des stratégies régionales afin d'attirer des gens du monde entier aux États-Unis et au Canada, d'un point de vue régional, par exemple en envisageant le nord-est des États-Unis et le Canada atlantique comme une seule entité, de même que la Nouvelle-Angleterre et le Québec, ou le nord-ouest américain, l'Alaska et le Yukon? Devrions-nous être un peu plus créatifs pour trouver des méthodes de pollinisation croisée et investir ensemble dans la promotion de nos régions, en maintenant certes le caractère distinctif de chacune, mais en essayant de collaborer plus étroitement avec les organismes et groupes américains?

Mme Krista Prochazka: Oui, je crois que nous devrions l'être, et que nous le sommes, d'ailleurs. Les sommes qui sont investies dans les économies en croissance du monde entier pour faire leur propre promotion nous obligent à être plus créatifs, et la meilleure manière pour nous d'avoir un effet de levier avec nos investissements est d'agir en partenariat.

Le Yukon est le partenaire de l'Alaska, par exemple, pour la promotion de notre coin de la planète. Nous agissons aussi en partenariat avec nos autres territoires, et je pense que cela marcherait aussi très bien avec nos partenaires du Sud.

Bien que ce soit un investissement vraiment solide, nous n'avons pas des ressources illimitées, et le partenariat est la meilleure manière d'exercer un effet de levier avec nos investissements.

L'hon. Scott Brison: Vous ne pouvez pas vraiment dire que vous voyez la Russie de votre maison.

Mme Krista Prochazka: Je n'oserais pas...

L'hon. Scott Brison: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Brison.

Nous passons maintenant à Mme Glover, s'il vous plaît.

Mme Shelly Glover: Monsieur le président, je suis vraiment ravie de la manière dont se tiennent ces consultations prébudgétaires.

Encore une fois, on voit resurgir un certain thème. Je vais en parler un peu, madame Babcock, après quoi je vous poserai une question.

Le thème qui revient fréquemment est l'appui du NPD aux investissements en infrastructures. Nous savons tous que 56 milliards de dollars ont été consacrés à la relance économique et que le NPD a voté contre. Il est temps d'obtenir son appui pour ce genre de choses, par exemple pour l'argent destiné aux infrastructures publiques qu'on a prévu pour la phase suivante du Plan d'action économique du Canada. On parle de la route de Dempster qui est essentielle, je pense, pour que nos entreprises soient florissantes.

Est-ce bien le cas, madame Babcock? Serait-il utile de prolonger cette route?

• (1100)

Mme Sandra Babcock: La route de Dempster a été un atout incroyable pour ouvrir le nord du Yukon, et pas seulement le nord du Yukon, mais aussi les Territoires-du-Nord-Ouest. C'est un atout extraordinaire pour Inuvik aussi. Cette collectivité a maintenant une infrastructure routière qui lui donne accès au sud du Canada.

Je ne pense pas que quiconque puisse arguer que l'investissement dans les projets d'infrastructures est un mauvais investissement, mais je crois que...

Mme Shelly Glover: Je suis d'accord avec vous.

Mme Sandra Babcock: ... pour les organismes publics, le rendement de ces investissements viendra à long terme, pas à court terme.

Mme Shelly Glover: Je vous remercie de cette réponse.

Vous avez mentionné en passant les projets P3. J'aimerais que vous nous disiez, puisque certaines personnes autour de cette table aimeraient que nous abolissions ce programme — et je sais que la route du Chef Peguis dans ma collectivité, à Winnipeg, au Manitoba, n'existerait pas sans P3 —, si vous aimeriez qu'il soit aboli? Sinon, croyez-vous qu'il faut continuer avec des projets P3?

Mme Sandra Babcock: La position de la Chambre de commerce du Yukon est que nous appuyons les P3.

Mme Shelly Glover: Merci. Et merci d'avoir parlé de santé aussi. Je pense que l'idée de radier les prêts étudiants des médecins et des professionnels de la santé des collectivités éloignées est essentielle pour des régions comme le Yukon.

Pensez-vous que ce sera aussi bénéfique au Yukon?

Mme Sandra Babcock: Ça fera peut-être revenir ma fille à la maison.

Mme Shelly Glover: Comment va-t-elle?

Mme Sandra Babcock: Elle est infirmière et elle travaille en Alberta, parce qu'il y a d'excellents emplois là-bas — ou des emplois difficiles ici, si je peux dire.

Mme Shelly Glover: Excellent. C'est une excellente nouvelle.

Je donne le reste de mon temps de parole à Mme MacLeod.

Mme Cathy McLeod: La dernière question que je souhaite aborder concerne la prospection. L'une des choses dont vous n'avez pas eu l'occasion de parler est la géocartographie. Évidemment, quand j'entends cette expression, comme je ne connais strictement rien aux mines, pourriez-vous nous dire un peu ce que cela permet de faire? Pourriez-vous nous donner quelques détails sur ce que nous avons fait et pourquoi c'est important?

Mme Tara Christie: Je pense que c'est une très belle utilisation des deniers publics, car c'est de la géoscience publique. Il s'agit de faire la prospection de base qui permet aux gens d'aller prospecter dans de nouveaux secteurs.

La nouvelle découverte au Yukon, par exemple, la découverte ATAC, est en fait un résultat de dépenses publiques en géoscience. Il y avait un peu d'or à huit ppm et des prospecteurs se sont mis au travail. C'était dans une base de données régionale. Des gens étaient en train de scruter cette géoscience publique et se sont dit : « Tiens, mais c'est intéressant, ça ! Je vais aller y voir de plus près. » Et ils l'ont fait. L'an dernier, la société ATAC avait une valeur en bourse de 900 millions de dollars. Ça a été un bienfait extraordinaire. Ça a produit tout un nouveau mouvement au Yukon, et ça pourrait arriver n'importe où dans le Nord.

Ce que fait la géoscience, c'est qu'elle fournit des informations qui indiquent aux entreprises où prospecter. Connaître les zones de potentiel géologique est également important pour des choses comme l'aménagement du territoire. Même si l'on croit en savoir beaucoup à ce sujet, on ne sait pas encore grand-chose de la géologie du Nord. Il y a encore énormément de travail à faire avant que les gens aillent prospecter, avant de bien cerner quels secteurs devraient être protégés. Tout cela constitue une merveilleuse utilisation des données de la géoscience publique.

Mme Cathy McLeod: Donc, où en sommes-nous? Nous sommes apparemment en train de cartographier des parties importantes du pays. Sommes-nous sur le point de terminer? Allons-nous bientôt arriver au bout?

M. Philip Bousquet: Si vous prenez une région comme le Nunavut, une grande partie n'en a pas encore été cartographiée. La technologie de la cartographie s'améliore continuellement et l'argent que Ressources naturelles Canada y a engagé en 2008 — 100 millions de dollars sur cinq ans pour le programme de géocartographie de l'énergie et des minerais — a produit des améliorations importantes.

Ce programme arrive à échéance et nous encourageons le gouvernement à le prolonger.

Mme Cathy McLeod: Donc, tout n'est pas encore cartographié. Merci.

Le président: Merci.

Au nom de tous les membres du comité, je tiens à remercier nos témoins de leurs exposés et de leurs réponses à nos questions. C'est une séance qui nous a beaucoup appris. Merci aussi de votre hospitalité.

Chers collègues, quelques détails pratiques. Nous prendrons le déjeuner dans la pièce à côté. Je crois comprendre que le premier ministre se joindra à nous vers 11 h 15 et je sais que vous voudrez tous être présents à cette occasion. Nous devons prendre l'autobus à midi exactement et vous êtes donc priés de vous organiser en conséquence et de quitter vos chambres à temps.

Encore une fois, merci beaucoup de nous avoir accueillis. N'hésitez pas à prendre contact avec le comité si vous souhaitez nous communiquer d'autres informations.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>